

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 04/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CMS HIGH TECH

ZI de la Trinodinière
BP 39
28480 Luigny

Références : 0010000120/TTa/RAPVI/IC240261/VAT20240274
Code AIOT : 0010000120

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2024 dans l'établissement CMS HIGH TECH implanté ZI de la Trinodinière BP 39 28480 Luigny. L'inspection a été annoncée le 16/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMS HIGH TECH
- ZI de la Trinodinière BP 39 28480 Luigny
- Code AIOT : 0010000120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Installation de traitement de déchets dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	NC1 de la VI du 12/10/2021	Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.1.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	D3 de la VI du 12/10/2021	AP Complémentaire du 24/02/2020, article 3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
11	Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er-I.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
15	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
16	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
22	Propreté	AP Complémentaire du 10/01/2007, article 3.1.6.1	/	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	D2 de la VI du 12/10/2021	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-4	Susceptible de suites	Sans objet
4	Suite de l'inspection du 31/03/2022	Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.1.7.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Trappes de désenfumage	Autre du 29/09/2020, article 4.2.2.2 de l'EDD	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Etat des matières stockées –	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Dispositions spécifiques – Format synthétique	article 50		
8	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Susceptible de suites	Sans objet
9	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Susceptible de suites	Sans objet
10	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Susceptible de suites	Sans objet
12	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III	Susceptible de suites	Sans objet
13	Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-V	Susceptible de suites	Sans objet
14	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	Susceptible de suites	Sans objet
17	Formation des opérateurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV	Susceptible de suites	Sans objet
18	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	Susceptible de suites	Sans objet
19	Rétention de la zone N3	Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.1.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
20	Test d'équipement de sécurité : canon à balayage	Autre du 29/09/2020, article 8.2.3.2 de l'EDD	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
21	Extincteurs	Autre du 29/09/2020,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 4.2.2.3 de l'EDD		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1 de la VI du 12/10/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère [...] des gaz [...] susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la sécurité et à la salubrité publiques, [...], à la nature et à l'environnement [...].</p>
<p>Constat de la visite du 04 mai 2023 :</p> <p>Les conteneurs de déchets présents dans l'installation de distillation ainsi que les fûts servant à collecter les culots de distillation, lorsqu'ils sont utilisés, ont une ouverture non étanche conduisant à des émissions de COV dans l'atelier.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024.</p> <p>En réponse à l'inspection précédente, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées plusieurs documents indiquant le mode opératoire pour les mesures des COV du bâtiment F (date du document : 01 juin 2023) ainsi que la méthodologie de travail pour l'analyse des COV (date du document : 08 décembre 2021). Dans sa réponse à la précédente inspection, en date du 10 juillet 2023, CMS HIGHT TECH se dit "favorable à l'installation d'un capteur permanent pour mesurer en continu et attester du respect des valeurs d'émissions pour les COV". Dans l'attente d'une telle installation, l'exploitant indique dans son document « mode opératoire mesure des COV bâtiment F », qu'une campagne de mesures des COV sera réalisée dans l'air ambiant chaque mois tant qu'une solution de mesure permanente des COV ne sera validée et mise en place.</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 04 mai 2023, l'exploitant avait présenté les résultats d'une campagne de mesures effectuées sur une période de 6 mois avec un PID en bordure de GRV avec et sans entonnoir qui démontrait la réduction d'émissions de COV totaux variant de 73% à 20%. Le jour de l'inspection, l'inspection des installations a pu constater la mise en place de ce dispositif. Le mode opératoire ayant été consulté, la répétabilité des mesures est jugée correcte.</p> <p>Cependant, comme mentionné ci-dessus, il est toujours possible d'avoir des émissions dans l'atmosphère de composés organiques volatils. Dans l'attente, le constat de la visite d'inspection précédente est maintenue.</p>

<p><u>Constat : Les conteneurs de déchets présents dans l'installation de distillation ainsi que les fûts servant à collecter les culots de distillation, lorsqu'ils sont utilisés, ont une ouverture non étanche conduisant à des émissions de COV dans l'atelier.</u></p> <p><u>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la liste des COV émis dans l'atmosphère en indiquant la présence ou l'absence :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>de COV CMR</u> • <u>de COV listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : D2 de la VI du 12/10/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de liquides inflammables, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages de liquides inflammables. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du stockage couvert et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées dans le cas d'un système centralisé. En l'absence de système centralisé, le compartimentage est actionné par un système indépendant de type détecteur autonome déclencheur. Pour chaque cellule de liquides inflammables, le dispositif de détection est distinct du système d'extinction automatique.</p>
<p>Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023</p> <p>Installer un dispositif de détection d'incendie dans l'ensemble des bâtiments industriels présentant un risque incendie le justifiant.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024 :</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des « informations sensibles ». Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : D3 de la VI du 12/10/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/02/2020, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un système de gestion des entrées et sorties des substances et mélanges dangereux, ainsi que des déchets dangereux permettant de garantir à tout moment que le site est en conformité avec l'évaluation du classement SEVESO transmise à l'administration et se situe sous le seuil haut du statut SEVESO.</p> <p>En particulier, pour chaque déchet dangereux présent sur le site, l'exploitant identifie s'il présente des propriétés de dangers pour la santé, de dangers physiques et de dangers pour l'environnement et détermine les rubriques SEVESO associées.</p> <p>Le système de gestion précité indique si l'installation répond à la « règle de dépassement direct seuil bas », à la « règle de dépassement direct seuil haut », à la « règle de cumul seuil bas » ou à la « règle de cumul seuil haut » au sens de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.</p>
Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023 : <p>L'exploitant doit se positionner sur la pertinence de mise en place de mesures de suivi des substances qui lui permettent d'assurer que les déchets ne sont pas dangereux pour la santé et l'environnement (comme préconisé dans le Guide technique sur la prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement de la DGPR de décembre 2015).</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024</p> <p>En réponse à l'inspection précédente, l'exploitant indique que l'entreprise envisage de demander aux exutoires qui traitent les déchets des analyses aléatoires sur les envois qui regroupent plusieurs producteurs. De plus, CMS indique dans son courrier du 10 juillet 2023, que, à compter de juin 2023, l'entreprise demande à ses exutoires des analyses pertinentes sur les déchets expédiés, concernant la dangerosité sur la santé et sur l'environnement. La première demande a été réalisée sur l'expédition d'eau souillée vers ARF le 29 juin 2023.</p> <p>Cependant, la réponse effectuée par l'exploitant ne permet pas de répondre à la prescription contrôlée. En effet, le logiciel de l'entreprise ainsi que le reporting utilisé pour réaliser l'état des stocks, ne permettent pas, à tout moment, de s'assurer que l'établissement se situe en dessous du seuil SEVESO seuil haut.</p> <p><u>Dans l'attente de la mise en place d'une méthode efficace pour répondre aux observations ci-dessus, la non-conformité de la visite d'inspection précédente est maintenue.</u></p> <p><u>Constat : L'exploitant ne s'assure pas que son site est en conformité avec l'évaluation du classement SEVESO transmise à l'administration et qu'il se situe sous le seuil haut du statut SEVESO</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suite de l'inspection du 31/03/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.1.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne en cas de sinistre, mis à jour en tant que de besoin.

Le POI définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est transmis au Préfet en vue d'y apporter, le cas échéant, toutes modifications ou compléments estimés nécessaires.

Constat de la visite du 04 mai 2023 :

Le POI n'est pas à jour.

Le plan de masse des installations annexé au POI est incomplet (la zone cuverie située derrière le bâtiment F n'est pas représentée).

Le directeur industriel est mentionné alors qu'il ne fait plus partie des effectifs de la société.

Ne sont pas indiquées notamment :

- les zones cuverie N1 et N3,
- les 2 bâches souples incendie (page 22 et 74),
- la mention de la tenue d'un état des stocks de matières stockées. L'exploitant doit transmettre une version du POI finalisée et à jour.

Visite d'inspection du 22 avril 2024 :

En réponse à l'inspection précédente, l'exploitant indique avoir révisé son POI. Consulté sur place, le POI daté du 06 mars 2024, comprend l'ensemble des éléments demandé à l'article 3.1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007. De plus, le POI comprend désormais les éléments suivants :

- les zones cuverie N1 et N3,
- les 2 bâches souples incendie,
- les premiers prélèvements environnementaux,
- les produits de décomposition et remise en état/nettoyage post-accident,
- les nouveaux systèmes de détection et extinction incendie,
- une mise à jour suite aux mouvements des salariés,
- la description des inventaires de stocks MPS et DIS,
- l'intégration des scénarios du PDI,
- une mise à jour des fiches reflexes,
- la liste des personnels formés.

De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Trappes de désenfumage

Référence réglementaire : Autre du 29/09/2020, article 4.2.2.2 de l'EDD

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 14/07/2023
Prescription contrôlée : Le signal entraine [...] l'ouverture des trappes de désenfumage [...].
Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023 La trappe de désenfumage n°33 du bâtiment J n'est pas fonctionnelle (remplacement des vérins non effectuée suite au contrôle périodique du 02 décembre 2022). Visite d'inspection du 22 avril 2024 L'inspection a pu prendre connaissance du procès-verbal d'installation de la société EUROFEU daté du 24 novembre 2023. Aucun commentaire particulier n'est consigné dans le rapport. <u>De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u> <u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Autre, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a

minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023 :

L'état des stocks constitué par l'inventaire des matières stockées et par l'inventaire des déchets stockés, est incomplet et n'est pas intelligible pour les pouvoirs publics :

- Absence de mention des différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées,
- absence de mention des stocks de matières combustibles non dangereuses (GRV plastiques vides (emballages vides propres et emballages vides pour les déchets), écoboxs, stockés en M1 notamment, palettes bois stockées sur le site,...)
- absence d'informations sur les matériaux constituant les bâtiments,
- absence d'indication de la date de l'inventaire pour les déchets,
- absence des stocks de liquides combustibles et solides liquéfiables combustibles (si présence sur le site),
- la date du dernier inventaire physique de recalage n'est pas indiquée.

L'état des stocks détaillé n'est pas accompagné d'un plan général des stockages.

L'exploitant pourra utilement se référer à la circulaire référencée T661 de France Chimie pour établir un état des matières stockées conforme aux prescriptions réglementaires.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les stocks de liquides combustibles et solides liquéfiables combustibles doivent également être mentionné dans l'état des stocks si de tels liquides et solides sont présents sur le site.

Visite d'inspection du 22 avril 2024

En réponse à l'inspection précédente, l'exploitant indique que, en date du 15 juin 2023 et en considérant la circulaire T661 de France Chimie, un travail a été initié avec NGS Solution. Les documents mis en place sont les suivants :

- inventaire ICPE MPS issus de BI reporting qui lui-même a obtenu les données de l'ERP de l'exploitant : SAGE. Cet état/inventaire est fait chaque jour par un salarié. Cet inventaire fait l'objet d'un enregistrement automatique sur les équipes de direction. Cet inventaire est composé de 4 onglets : Inventaire détaillé, inventaire synthétique, inventaire « Grand Total » (qui reprend le modèle de France Chimie T661) ainsi qu'un plan de zonage ;
- inventaire DIS (NESY) mis en place et transmis par mail aux équipes de la direction chaque soir. Cet inventaire est semblable à l'inventaire MPS mais pour la gestion des déchets.

L'inspection des installations classées a pu prendre connaissance des inventaires de l'exploitant et constate effectivement, les points suivants :

- inventaire quotidien, exprimé en tonnes et incrémenté automatiquement ;
- développement de l'outil SAGE pour le recensement des solvants et des matières premières ;

<p>- développement de l'outil NESY, pour le recensement des déchets et faisant le lien avec Trackdéchets.</p> <p>Sur place, il est constaté la mise en place de l'ensemble des éléments demandés lors de l'inspection précédente.(mention des différentes familles de mention de dangers des substances, produits matières ou déchet ; mention des stocks de matière combustibles non dangereuses ; information sur les matériaux constituant les bâtiments, indication de la date de l'inventaire pour les déchets ; mention des stocks de liquides combustibles et solides liquéfiables combustibles ; mention de la date du dernier inventaire physique de recalage.)</p> <p><u>De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u></p> <p><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées – format synthétique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks synthétique à destination du grand public.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024</p> <p>En réponse à la visite d'inspection précédente, l'exploitant indique avoir mis en place un inventaire à destination du grand public à partir de l'état « Grand Total » dont les données sont les inventaires MPS et DIS, avec une réaffectation des risques aux dangers afin d'avoir un état compréhensible.</p> <p>L'inspection des installations classées a pu prendre connaissance de l'état des stocks synthétique à destination du grand public. Celui-ci est jugé compréhensible et complet, du fait notamment, de la présence des quantités renseignées par classes de dangers.</p> <p><u>De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u></p>

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9

Thème(s) : Risques accidentels, Régime administratif – conformité rubrique 4330

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Rubrique 4430

Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1).

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 10 t - A
2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t - DC

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 10 t.

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.

Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023

L'exploitant ne dispose pas d'une liste des caractéristiques physico-chimiques des produits présents sur le site permettant de vérifier l'absence de produits répondant à la définition de liquides inflammables de catégorie 1

Visite d'inspection du 22 avril 2024.

En réponse au constat de la visite précédente, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le listing des caractéristiques physico-chimiques des produits présents et susceptibles d'être présents sur le site. Consulté, ce document n'indique pas la présence de liquides inflammables de catégorie 1. Ainsi, les produits stockés sur site, le jour de l'inspection, sont classés sous les rubriques suivantes :

- 4331 (470 tonnes)
- 4330 (non stocké)
- 4130.2b (0.403 tonnes)
- 4510 (0.386 tonnes)
- 4511 (15.8 tonnes)
- 4734 (16 tonnes)
- 4722 (20 tonnes)

Les volumes autorisés par l'arrêté préfectoral du 24 février 2020 sont les suivants :

- 4331 (500 tonnes)
- 4330 (9 tonnes)
- 4130.2b (1.65 tonnes)
- 4510 (45 tonnes)
- 4511 (250 tonnes)

<p>- 4734 (40 tonnes)</p> <p>- 4722 (Non classé)</p> <p>L'exploitant respecte donc les volumes autorisés par son arrêté préfectoral.</p> <p><u>De ce fait, et considérant les éléments ci-dessus, la non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u></p> <p><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Régime administratif conformité rubrique 4734</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total DC</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t.</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.</p>
<p>Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023</p> <p>Les produits « Essence A », « GNR » et « GO » ne sont pas renseignés sous la rubrique 4734 dans le logiciel SAGE. L'exploitant ne peut pas indiquer la quantité de produits présents sur le site et effectivement classés sous cette rubrique.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des « informations sensibles ». Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Régime administratif - conformité rub. nommément désignées 47xx
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Autres rubriques nommément désignées 4722 4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748</p> <p>Rubrique n°4722 : Méthanol (numéro CAS 67-56-1). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 500 t (A-2) 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t (D) <p>Rubrique n°4742 : Propylamine (sauf lorsque cette substance est exploitée dans les conditions prévues à la rubrique 4330)</p> <p>Rubrique n°4743 : Acrylate de tert-butyl (numéro CAS 1663-39-4) (sauf lorsque cette substance est exploitée dans les conditions prévues à la rubrique 4330).</p> <p>Rubrique n°4744 : 2-méthyl-3-butènenitrile (numéro CAS 16529-56-9) (sauf lorsque cette substance est exploitée dans les conditions prévues à la rubrique 4330).</p> <p>Rubrique n°4746 : Acrylate de méthyle (numéro CAS 96-33-3) (sauf lorsque cette substance est exploitée dans les conditions prévues à la rubrique 4330).</p> <p>Rubrique n°4747 : 3-Méthylpyridine (numéro CAS 108-99-6) (sauf lorsque cette substance est exploitée dans les conditions prévues à la rubrique 4330).</p> <p>Rubrique n°4748 : 1-bromo-3-chloropropane (sauf lorsque cette substance est exploitée dans les conditions prévues à la rubrique 4330)</p>
<p>Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023</p> <p>Pas de non-respect de prescription constaté sur le non-classement du site sous les rubriques 4722, 4742, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 et 4748 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. 10 litres de méthanol présents en M2 rack 729 n'apparaissent pas dans l'inventaire des produits issus du logiciel SAGE alors qu'ils sont présents sur le site.</p> <p>Constat de la visite d'inspection du 22 avril 2024</p> <p>En réponse au constat de la visite précédente, l'exploitant indique avoir intégré le méthanol dans le logiciel SAGE. Cela est constaté par l'inspection des installations classées (20 kilos de produit classé en 4722).</p> <p><u>De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u></p>

<u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-I.2
Thème(s) : Situation administrative, Champ d'application des AM LISeuil 1000T de LI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023
Prescription contrôlée : <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p>
Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023. L'exploitant doit procéder à un inventaire des liquides inflammables susceptibles d'être présents sur site de mentions de danger H224, H225 et H226 ainsi que les déchets HP3 afin de déterminer si la valeur de 1 000 tonnes peut être ou non dépassée. Il doit se positionner sur les quantités maximales des liquides inflammables de mentions de danger H224, H225 et H226 ainsi que des déchets HP3 susceptibles d'être présentes et revoir, le cas échéant son étude de dangers et le tableau de classement des activités du site.
Visite d'inspection du 22 avril 2024 Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des « informations sensibles ». Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
<u>Constat : L'exploitant doit mettre à jour sa situation administrative.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-III
Thème(s) : Situation administrative, Champ d'application de l'AM 24/09/20
Point de contrôle déjà contrôlé :

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.</p>
<p>Constat de l'inspection du 04 mai 2023 L'exploitant doit établir et communiquer le plan d'action de mise en conformité de son site avec les exigences de l'arrêté du 24 septembre 2020 afin de justifier de sa capacité à atteindre sa conformité réglementaire dans les temps impartis.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel en date du 26 avril 2024, l'audit de conformité relatif à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 réalisée par SOCOTEC. Ce document n'appelle pas d'observation.</p> <p><u>De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u></p> <p><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Antériorité des installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-V</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Champ d'application de l'AM 24/09/20 – bilan conformité nvx entrants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites •
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.</p>
<p>Constat de l'inspection du 04 mai 2023 L'exploitant doit établir et communiquer le plan d'action de mise en conformité de son site avec les exigences de l'arrêté du 24 septembre 2020 afin de justifier de sa capacité à atteindre sa conformité réglementaire dans les temps impartis.</p>

<p>Visite d'inspection du 22 avril 2024.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel en date du 26 avril 2024, l'audit de conformité relatif à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 réalisée par SOCOTEC. Ce document n'appelle pas d'observation.</p> <p><u>De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u></p> <p><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Distance des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Distance des stockages aux limites de site</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles : •pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ; •pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites.</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.</p>
<p>Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023</p> <p>L'exploitant doit vérifier la distance des parois des stockages couverts de liquides et déchets inflammables par rapport aux limites de site afin de vérifier si l'annexe IV de l'arrêté du 24 septembre 2020 est applicable ou non et doit produire, le cas échéant, une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8kW/m², à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Il peut également s'appuyer sur toute étude déjà réalisée.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024</p> <p>L'inspection des installations classées a pu consulter un plan indiquant la distance des parois des stockages couverts de liquides et déchets inflammables par rapport aux limites de site et, en l'état, cette distance est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 à 25 m au niveau du bâtiment M, - 25 m au niveau du bâtiment G, - 28 m au niveau du bâtiment F, - 37 m au niveau du bâtiment E, - 38 m au niveau du bâtiment D, - 39 m au niveau du bâtiment B,

Considérant les éléments ci-dessus ainsi que le fait que les bâtiments ont une hauteur inférieure à 13 mètres, l'annexe IV de l'arrêté du 24 septembre 2020 n'est pas applicable à l'établissement

De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance en permanence des installations de LI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5

Thème(s) : Situation administrative, Surveillance en permanence des installations de LI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023

Prescription contrôlée :

I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.

Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023

Le document n°505 relatif à l'appel sécurité de la société de surveillance n'est pas à jour.

La caméra installée sur le site ne permet pas une vue complète de certains bâtiments dans lesquels plus de 10 m3 de liquides inflammables sont stockés.

Visite d'inspection du 22 avril 2024

Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des « informations sensibles ». Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Constat : La caméra installée sur le site ne permet pas une vue complète de certains bâtiments dans lesquels plus de 10 m3 de liquides inflammables sont stockés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV

Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023
Prescription contrôlée : <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ; - les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2024 <p>La stratégie de défense incendie n'est pas à jour. Les différents scénarios de référence n'ont pas tous été étudiés. L'exploitant ne peut pas démontrer la disponibilité et l'adéquation des moyens contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définis.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024</p> <p>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des « informations sensibles ». Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p><u>Constat : L'exploitant ne peut pas démontrer la disponibilité et l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Formation des opérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Formation des opérateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir</p>

<p>en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023 L'exploitant n'est pas en mesure de réarmer sa centrale incendie suite à la réalisation du test de vérification du déversoir de la zone N3 sur déclenchement manuel.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024 En réponse au constat de la visite précédente, l'exploitant indique que des consignes ont été rédigées et affichées sur la centrale au 05 juillet 2023[JS1] . Celle-ci comprend des informations sur le réarmement de la centrale incendie. Par sondage, l'inspection des installations classées a pu prendre connaissance des formations d'un employé. Après consultations des différents éléments transmis par l'exploitant, les formations semblent cohérentes avec les risques des installations (formation gestion de crise prévu en juin 2024, formation Chef d'équipe d'intervention réalisée en fin de mois de mai, connaissance et manipulation D.E.C.T et Baie MX en avril 2023...).</p> <p><u>De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u></p> <p><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens complémentaires à la stratégie incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article VI-I, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023 L'exploitant n'a pas étudié les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie.</p> <p>Visite d'inspection du 22 avril 2024 Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des « informations</p>

sensibles ». Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Rétention de la zone N3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2007, article 3.1.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité de la rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023

Prescription contrôlée :

[...] La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résister à l'action physique et chimique des fluides et dotée au point bas d'un regard de pompage [...]

Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023

La rétention de la zone N3 n'est pas fonctionnelle (présence d'une ouverture permanente vers le bassin de confinement des eaux pluviales et des eaux d'extinction d'incendie de 730 m³).

Visite d'inspection du 22 avril 2024

En réponse au constat de la visite précédente, l'exploitant indique avoir passé commande auprès de TPCI pour la mise en place d'une vanne manuelle d'isolement de la rétention.

Sur place, l'inspection des installations classées a pu constater de la mise en place d'une vanne papillon au niveau de la rétention du stockage N3.

Cette vanne est maintenue fermée. Elle n'est ouverte qu'après analyse des eaux.

De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Test d'équipement de sécurité : canon à balayage

Référence réglementaire : Autre du 29/09/2020, article 8.2.3.2 de l'EDD

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

<ul style="list-style-type: none"> • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023
Prescription contrôlée : [...] Présence d'un canon mousse haut foisonnement fixe à balayage hydraulique [...]
Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023 Le canon fixe à balayage situé à l'angle sud du bâtiment G n'atteint que partiellement les cuves 51 et I24 et n'atteint pas les cuves 50 et I22 (zone cuverie derrière le bâtiment de distillation). Visite d'inspection du 22 avril 2024 En réponse au constat de la visite précédente, l'exploitant porte à la connaissance de l'inspection des installations classées une vidéo d'un des tests effectués à 3 reprises (le 06, 12 et 19 juin 2023) avec le CNPP lors de la formation des ESI. L'exploitant indique que, à 3 reprises, les tests sont concluants après le réglage de l'angle du jet diffuseur. <u>De ce fait, et après visionnage des vidéos montrant le bon arrosage des cuves situées à l'arrière du bâtiment de distillation, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.</u> <u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Extincteurs

Référence réglementaire : Autre du 29/09/2020, article 4.2.2.3 de l'EDD
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/07/2023
Prescription contrôlée : L'ensemble des bâtiments du site disposent d'extincteurs portatifs.
Constat de la visite d'inspection du 04 mai 2023 Identification malaisée de plusieurs extincteurs qui sont identifiés sous 2 numéros distincts. Visite d'inspection du 22 avril 2024 Pour faire suite à la visite d'inspection précédente, l'exploitant indique avoir ré-étiqueté les extincteurs non identifiés et avoir réalisé la mise à jour du listing. L'inspection des installations classées a pu prendre connaissance du dernier rapport de vérification de la société EUROFEU en date du 28 novembre 2023. Ce rapport fait mention d'une observation relative à un extincteur dans le bâtiment B avec des écritures illisibles. D'après le registre de sécurité, le remplacement de l'extincteur a eu lieu le 22 février 2024. Concernant le listing des extincteurs réalisé le 28 novembre 2023, l'inspection des installations classées constate l'absence de deux numéros identiques.

De ce fait, la non-conformité de la visite d'inspection du 04 mai 2023 est levée.
Constat : Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Propreté

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2007, article 3.1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Prévention
Prescription contrôlée : [...] La périphérie des bâtiments est maintenue débroussaillée sur une distance minimale de 25m.
Visite d'inspection du 22 avril 2024 Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des « informations sensibles ». Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport. <u>Constat : La périphérie des bâtiments n'est pas maintenue débroussaillée sur une distance minimale de 25m.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours